



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2026 – I – 125

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune d'Auchel

Société Faurecia Intérieur Industrie

Arrêté du - 7 MAI 2026 portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 26 juin 1986 autorisant la société Faurecia Intérieur Industrie (ex-Vyncoluxe), dont le siège social est situé 23-27, avenue des Champs Pierreux à Nanterre (92000), à exploiter une unité de fabrication et de peinture de pièces en matière plastique destinées à l'industrie de l'automobile situé dans la zone industrielle, boulevard de Malling à Auchel (62260) ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu l'article 4-II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé relatif au plan des réseaux ;

Vu l'article 3-4 de l'arrêté du 26 juin 1986 susvisé relatif aux déversements accidentels susceptibles d'être à l'origine d'une pollution ;

Vu les constats de pollution aux hydrocarbures réalisés par l'office français de la biodiversité (OFB) le 5 mars 2025 dans le fossé Rimbart à Auchel (62260) ainsi que dans le réseau des eaux pluviales et dans l'émissaire de rejet venant du site de la société Faurecia Intérieur Industrie ;

Vu la visite, sur site, de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France effectuée le 9 mars 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France du 27 mars 2026 suite à la visite du 9 mars 2026 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure le 31 mars 2026 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 14 avril 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 9 mars 2026, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :
 - l'exploitant ne maîtrise pas les rejets liés au réseau des eaux pluviales de son site. Le plan des réseaux de collecte des eaux pluviales du site n'est pas à jour, les secteurs collectés ne semblent pas clairement identifiés,
 - au moins une fuite huile hydraulique a été constatée dans les galeries techniques, en outre une partie de ces dernières était inondée d'un mélange eau/huiles hydrauliques le jour de la visite d'inspection,
 - le site de la société Faurecia Intérieur Industrie à Auchel est à l'origine de la pollution aux hydrocarbures, constatée dans le cours d'eau voisin du site.
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3-4 de l'arrêté du 26 juin 1986 susvisé et celles de l'article 4-II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé ;
3. ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où le non-respect des dispositions réglementaires en matière de prévention de déversement accidentel de produits potentiellement dangereux, comme les huiles hydrauliques, dans l'environnement est susceptible de nuire aux personnes et à l'environnement ;

4. face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Faurecia Intérieur Industrie de respecter les dispositions de l'article 3-4 de l'arrêté du 26 juin 1986 susvisé et celles de l'article 4-II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1er : La société Faurecia Intérieur Industrie, dont le siège social est situé 23-27, avenue des Champs Pierreux à Nanterre (92000) et qui exploite une unité de fabrication et de peinture de pièces en matière plastique destinées à l'industrie de l'automobile situé dans la zone industrielle, boulevard de Malling à Auchel (62260), est mise en demeure en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de respecter les dispositions des articles suivantes :

- article 4-II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, en mettant à jour le plan de réseau de collecte des eaux pluviales du site, au besoin en utilisant des méthodes de recherche et de détection des réseaux, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- article 3-4 de l'arrêté du 26 juin 1986 susvisé, en mettant en place un dispositif organisationnel de surveillance et d'intervention sur le réseau de collecte des eaux pluviales, visant à prévenir tout rejet à l'extérieur du site susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours Citoyen » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de Béthune et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société Faurecia Intérieur Industrie et dont une copie sera transmise au maire d'Auchel.

À Arras

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- au directeur de la société Faurecia Intérieur Industrie ;
- au sous-préfet de Béthune ;
- au maire d'Auchel ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – UD de l'Artois.